Draft ID: bbc4e7cb-3e9d-49b1-a204-215dbc583ff7 Date: 18/03/2022 14:35:58

La TVA à l’ère du numérique

Les champs marqués d'un \* sont obligatoires.

La TVA à l’ère du numérique

Introduction

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est devenue une source de recettes de plus en plus importante pour les États membres de l’Union européenne et constitue également une ressource propre considérable pour l’ Union. Le système actuel de TVA de l’Union se révèle toutefois de plus en plus complexe et lourd pour les entreprises et est exposé à la fraude. Il est dès lors nécessaire de l’améliorer afin de tenir compte des défis que posent les nouvelles technologies et des perspectives qu’elles ouvrent.

Pour cette raison, le système de TVA fait actuellement l’objet d’une réflexion visant à appréhender les éléments suivants:

1. comment simplifier la mise en conformité des entreprises;
2. comment rendre le système plus étanche à la fraude; et
3. comment adapter sa structure afin de tirer parti des plus récentes avancées numériques et technologiques.

Dans ce contexte, la Commission européenne s’est engagée à adapter le cadre de l’Union en matière de TVA à l’environnement numérique. Les initiatives spécifiques à cet égard consistent à:

1. moderniser les obligations en matière de déclaration de TVA et envisager la possibilité d’élargir le recours à la facturation électronique;
2. adapter le régime de TVA applicable à l’«économie des plateformes» afin qu’il soit compatible avec les avancées dans ce domaine; et
3. faciliter l’immatriculation à la TVA et le respect des obligations en matière de TVA, notamment réviser les règles existantes rendant obligatoire l’immatriculation des contribuables non établis, le [**guichet unique**](https://ec.europa.eu/taxation_customs/modernising-vat-cross-border-e-commerce_en) (*On e-Stop-Shop*, OSS) et le [**guichet unique pour les importations**](https://ec.europa.eu/taxation_customs/ioss_en) (*Import One-Stop-Shop*, IOSS). La mise en place de l’immatriculation unique à la TVA dans l’Union européenne est en cours à la suite des [**change**](https://ec.europa.eu/taxation_customs/modernising-vat-cross-border-e-commerce_en)[**ments introduits le 1er juillet 2021**](https://ec.europa.eu/taxation_customs/modernising-vat-cross-border-e-commerce_en) en ce qui concerne le commerce électronique et doit donc être évaluée.

Ces trois éléments réduiront les charges administratives pesant sur les entreprises en ce qui concerne le respect des obligations en matière de TVA qui leur incombent et aideront les États membres à lutter contre la fraude. Le temps nécessaire aux États membres et aux entreprises pour mettre en œuvre les systèmes informatiques éventuels sera soigneusement évalué, notamment en ce qui concerne les obligations en matière de communication d’informations par voie électronique, pour lesquelles une période de mise en œuvre plus longue pourrait être requise. La mise en œuvre intégrale des obligations en matière de

communication d’informations par voie électronique pourrait donc s’étendre jusqu’en 2030, mais elle dépendra du niveau de centralisation de l’infrastructure informatique à mettre en place.

La présente consultation publique vise à solliciter les citoyens, les entreprises, les travailleurs indépendants, les fédérations d’entreprises, les experts en TVA, les prestataires de services informatiques et de services liés au respect des obligations fiscales, les établissements universitaires et les entités publiques afin de recueillir des avis et des informations sur la situation actuelle et sur les changements d’ orientation possibles. Votre contribution viendra donc s’ajouter à l’analyse économique et juridique sur laquelle reposent d’éventuelles modifications du cadre de l’Union en matière de TVA.

Les champs marqués d’un astérisque (\*) sont obligatoires.

Informations vous concernant

**\*** Langue de votre contribution

 Allemand **X** Anglais Bulgare Croate Danois Espagnol Estonien Finnois Français Grec

 Hongrois  Irlandais Italien

 Letton

 Lituanien  Maltais

 Néerlandais Polonais

 Portugais Roumain Slovaque Slovène Suédois Tchèque

**\*** Vous répondez

 en tant que particulier, à titre personnel

X à titre professionnel ou pour le compte d’une organisation

La Commission publiera toutes les contributions à la présente consultation publique. Vous pouvez choisir d’ autoriser la publication de vos coordonnées ou de rester anonyme lors de la publication de votre

contribution. **Dans un souci de transparence, le type de répondant [par exemple «association d’ entreprises», «organisation de défense des consommateurs» ou «citoyen(ne) de l’UE»], le pays d’ origine, le nom et la taille de l’organisation, ainsi que son numéro d’inscription au registre de transparence, sont toujours publiés. Votre adresse électronique ne sera jamais publiée.** Veuillez choisir l’option en matière de protection de la vie privée qui vous convient le mieux. Les options par défaut en matière de protection de la vie privée dépendent du type de répondant sélectionné.

X J’accepte les [dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel](https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/specific-privacy-statement_en).

# Partie 1 — Obligations en matière de communication d’informations par voie électronique

Les obligations en matière de communication d’informations par voie électronique désignent toutes les obligations de déclaration des données relatives aux opérations (opération par opération) incombant aux opérateurs assujettis à la TVA, autres que l’obligation de soumettre une déclaration de TVA. Ces obligations en matière de communication d’informations par voie électronique comprennent:

différents types d’**obligations en matière de communication d’informations** [par exemple, listing TVA, SAF-T (*Standard Audit File for Tax*), déclaration en temps réel]; et

l’obligation pour les assujettis d’émettre des factures électroniques dans le cadre d’opérations avec d’ autres entreprises et/ou avec des consommateurs, c’est-à-dire des **obligations en matière de facturation électronique**.

Les États membres de l’Union, confrontés à l’ampleur et à l’importance des recettes perdues au moment où ils en ont le plus besoin pour soutenir l’économie et se relever après la pandémie de COVID-19, introduisent différentes obligations en matière de communication d’informations par voie électronique.

Les **états récapitulatifs**, aussi connus sous le nom de «*EC sales listing*» en anglais ou de «déclarations sous la forme de listes VIES», doivent être déposés par les opérateurs assujettis à la TVA effectuant des opérations intra-UE.

Veuillez indiquer si vous êtes d’accord ou non avec les déclarations suivantes concernant la situation actuelle. [Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | D’accord | Partiellement d’accord | Ni d’ accord ni pas d’ accord | Partiellement en désaccord | Pas d’ accord | Je ne sais pas |
| **\*** En raison du large pouvoir d’appréciation laissé aux États membres et de l’ absence d’orientations de l’Union, le cadre réglementaire relatif aux obligations en matière de communication d’informations par voie électronique est fragmenté |  | **X** |  |  |  |  |
| **\*** Le caractère fragmenté du cadre réglementaire relatif aux obligations en matière de communication d’informations par voie électronique entraîne des coûts inutiles pour les entreprises de l’Union exerçant des activités transfrontières |  | **X** |  |  |  |  |
| **\*** Le caractère facultatif, pour les États membres, de l’introduction d’obligations en matière de communication d’informations par voie électronique a une incidence négative sur la lutte contre la **fraude à la TVA au sein de l’Union**\* |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Le caractère facultatif, pour les États membres, de l’introduction d’obligations en matière de communication d’informations par voie électronique a une incidence négative sur la lutte contre la fraude à la TVA **au niveau national** |  |  |  |  |  | **X** |

## 4

\* La fraude à la TVA au sein de l’Union, y compris la fraude intracommunautaire à l’opérateur défaillant ou la fraude carrousel, exploite les règles de TVA applicables aux échanges intracommunautaires permettant d’effectuer des achats dans un autre État membre en franchise de TVA. On parle de fraude intracommunautaire à l’opérateur défaillant lorsque l’assujetti disparaît avec la TVA qu’il a facturée sur une vente ultérieure.

## 5

Veuillez indiquer si vous êtes d’accord ou non avec les déclarations suivantes concernant la situation actuelle. Les états récapitulatifs des opérations intracommunautaires (*EC sales listing*):

[Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | D’accord | Partiellement d’accord | Ni d’ accord ni pas d’ accord | Partiellement en désaccord | Pas d’ accord | Je ne sais pas |
| **\*** constituent un outil efficace pour lutter contre la fraude à la TVA au sein de l’ Union |  | **X** |  |  |  |  |
| **\*** sont aussi efficaces pour lutter contre la fraude à la TVA au sein de l’Union que les obligations existantes en matière de communication d’informations applicables aux opérations intérieures et que les technologies de collecte de données disponibles |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** seraient plus efficaces pour lutter contre la fraude à la TVA au sein de l’Union si la collecte des données était effectuée, non pas par client, mais opération par opération et dans un intervalle plus court après l’opération |  |  |  |  |  | **X** |

## 6

**\*** L’action de l’Union est-elle nécessaire pour garantir une adoption plus large des obligations en matière de communication d’informations par voie électronique et de facturation électronique?

 Dans une large mesure  Dans une mesure limitée  Pas du tout

 Ce serait contre-productif **X** Je ne sais pas

L’Union européenne devrait-elle promouvoir des obligations généralisées en matière de communication d’ informations par voie électronique pour les opérations intérieures ou laisser aux États membres le soin d’ adapter les obligations en matière de communication d’informations / de facturation électronique à leurs besoins nationaux?

[Veuillez utiliser le curseur pour sélectionner un chiffre entre 1 (décision au niveau des États membres) et 10 (promotion au niveau de l’Union)]

Veuillez évaluer l’importance des objectifs suivants dans l’hypothèse d’une initiative de l’Union dans le domaine des obligations en matière de communication d’informations par voie électronique.

[Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Très important | Important | Pas si important | Pas important | Je ne sais pas |
| **\*** Encourager l’adoption d’obligations en matière de communication d’informations par voie électronique qui permettent une utilisation optimale des technologies numériques |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Réduire autant que possible le manque de cohésion des obligations en matière de communication d’informations par voie électronique |  | **X** |  |  |  |

## 7

Que pensez-vous des éventuelles interventions ci-après visant à réduire le manque de cohésion entre les pays en ce qui concerne la communication d’ informations par voie électronique et à améliorer la communication d’informations sur les opérations intra-UE?

[Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | D’accord | Partiellement d’accord | Ni d’ accord ni pas d’ accord | Partiellement en désaccord | Pas d’ accord | Je ne sais pas |
| **\*** Publication par la Commission d’une recommandation non contraignante établissant les caractéristiques communes des obligations en matière de communication d’informations pour l’ensemble de l’Union |  | **X** |  |  |  |  |
| **\*** Possibilité pour les États membres de ne plus demander de dérogation explicite en vue de rendre la facturation électronique obligatoire pour les opérations d’ entreprise à entreprise (B2B) | **X** |  |  |  |  |  |
| **\*** Obligation pour les contribuables de tenir des registres des données relatifs à leurs opérations soumises à la TVA dans un format numérique standard, registres auxquels les autorités fiscales peuvent accéder sur demande |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Introduction d’une obligation en matière de communication d’informations par voie électronique au niveau de l’Union pour les opérations intra-UE et harmonisation des systèmes existants pour les opérations intérieures |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Introduction d’une obligation en matière de communication d’informations par voie électronique au niveau de l’Union tant pour les opérations intra-UE que pour les opérations intérieures |  |  |  |  |  | **X** |

## 8

**\*** Différents systèmes informatiques peuvent être envisagés pour les échanges d’informations entre États membres concernant les opérations intra-UE: modèle décentralisé (système comparable au système VIES), avec d’éventuelles fonctionnalités supplémentaires, ou système centralisé dans lequel les informations sont stockées à un niveau central.

Quelle est l’option que vous préférez?

 Modèle décentralisé

 Modèle décentralisé avec des fonctionnalités supplémentaires  Système centralisé

 Pas de préférence **X** Je ne sais pas

Comment évalueriez-vous les risques en matière de protection des données? [Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Risque très élevé | Risque élevé | Risque moyennement élevé | Risque faible | Risque très faible | Je ne sais pas |
| **\*** Modèle décentralisé (système comparable au système VIES) |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Modèle décentralisé (système comparable au système VIES), avec d’éventuelles fonctionnalités supplémentaires |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Système centralisé dans lequel les informations sont stockées à un niveau central |  |  |  |  |  | **X** |

Comment évalueriez-vous les difficultés en matière d’interopérabilité avec les systèmes nationaux? [Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Très difficile | Difficile | Ni difficile, ni facile | Facile | Très facile | Je ne sais pas |
| **\*** Modèle décentralisé (système comparable au système VIES) |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Modèle décentralisé (système comparable au système VIES), avec d’éventuelles fonctionnalités supplémentaires |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Système centralisé dans lequel les informations sont stockées à un niveau central |  |  |  |  |  | **X** |

* Dans votre pays, des obligations en matière de communication d’informations par voie électronique / de facturation électronique sont:

 En place  Prévues

 Ni l’un, ni l’autre  Je ne sais pas

Souhaitez-vous formuler d’autres remarques ou suggestions concernant les obligations en matière de communication d’informations par voie électronique / de facturation électronique?

# Partie 2 — Régime TVA applicable à l’économie des plateformes

L’expression «**économie des plateformes**» est utilisée dans le présent questionnaire pour désigner un modèle d’opération multiface faisant intervenir au moins trois parties. Le rôle de la **«plateforme en ligne / numérique»\*** est de faciliter la liaison entre deux ensembles distincts mais interdépendants d’utilisateurs (entreprises ou particuliers) qui interagissent généralement par des moyens électroniques. L’une des parties utilisant la plateforme (le «**fournisseur» ou «prestataire»**) offre à l’autre partie (le «**consommateur**») un accès à des actifs, des ressources, du temps et/ou des compétences, des biens et/ou des services, en échange d’une contrepartie, monétaire ou non. La plateforme facture le plus souvent des frais pour la facilitation de l’opération. Elle ne possède aucun des actifs proposés et ne fournit généralement pas les services par l’intermédiaire de son propre personnel.

\* La définition de la notion de «plateforme en ligne / numérique» peut être différente dans d’autres législations.

Le système de TVA actuel n’est pas en phase avec les nouvelles réalités, notamment les défis que pose l’ économie des plateformes en matière de lutte contre les distorsions de concurrence entre les opérations économiques traditionnelles et les opérations économiques en ligne. Les principes d’égalité et de neutralité de la TVA pourraient être menacés si les dispositions en matière de TVA ne sont pas adaptées à l’ère numérique. Le paquet TVA sur le commerce électronique a adopté des règles spécifiques pour les biens vendus par l’ intermédiaire d’une plateforme, mais il n’existe pas de règles similaires pour les services.

* À quelle fréquence achetez-vous des biens ou des services par l’intermédiaire de plateformes?

 Plusieurs fois par mois  Une ou deux fois par an

 Je n’achète pas de biens ou de services par l’intermédiaire de plateformes

* À quelle fréquence proposez-vous des biens ou des services par l’intermédiaire de plateformes?

 Plusieurs fois par semaine  Plusieurs fois par mois

 Une ou deux fois par an

 Je ne propose pas de biens ou de services par l’intermédiaire de plateformes

**\***

À l’heure actuelle, la directive TVA de l’Union ne contient aucune disposition spécifique concernant le régime applicable aux services fournis par l’intermédiaire de plateformes. L’absence de telles dispositions spécifiques pose-t-elle des problèmes aux plateformes et à leurs utilisateurs?

 Oui, elle pose des problèmes majeurs  Oui, elle pose des problèmes modérés  Oui, elle pose des problèmes mineurs  Non

**X** Je ne sais pas

* Avez-vous rencontré des problèmes spécifiques concernant le régime de TVA applicable aux services fournis par l’intermédiaire de plateformes?
* Oui
* Non

Quel était le problème? Veuillez préciser

Veuillez indiquer, pour chacun des secteurs ci-après, si les éléments suivants posent des difficultés. [Question facultative, plusieurs réponses possibles (0 à 5) par ligne]

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Services de transport | Hébergement | Finance | Services professionnels et services aux ménages | Publicité / échange d’ informations |
| Définir si / dans quelles circonstances les prestataires / consommateurs peuvent être considérés comme assujettis à la TVA |  |  |  |  |  |
| Évaluer l’assujettissement du consommateur à la TVA en vue de définir le lieu de prestation applicable aux opérations transfrontières |  |  |  |  |  |
| Définir si les services de la plateforme doivent être qualifiés de services d’ intermédiation ou de services fournis par voie électronique |  |  |  |  |  |
| Déterminer si le service est imposable ou exonéré et, s’il est imposé, à quel taux |  |  |  |  |  |

## 12

* Constatez-vous des distorsions de la concurrence transfrontière avec d’autres entreprises offrant les mêmes services, sous l’effet des différences de régime de TVA entre les États membres de l’Union?

 Oui, il y a d’importantes distorsions de la concurrence  Oui, il y a des distorsions modérées de la concurrence  Oui, il y a des distorsions mineures de la concurrence  Non

 Je ne sais pas

* Constatez-vous des distorsions de la concurrence avec d’autres entreprises nationales proposant les mêmes services sans passer par une plateforme, sous l’effet de l’inégalité des régimes applicables aux services / prestataires similaires dans votre État membre?

 Oui, les régimes sont très inégaux  Oui, les régimes sont inégaux

 Non

 Je ne sais pas

* Dans quelle mesure le régime actuel de TVA est-il un moteur du modèle économique des plateformes numériques ou au contraire un obstacle à ce modèle?

 Moteur important

 Moteur d’importance relative  Ni l’un, ni l’autre

 Obstacle d’importance relative  Obstacle important

 Je ne sais pas

* Pensez-vous que la fraude et l’évasion dans le domaine de la TVA constituent un problème propre à l’ économie des plateformes?

 Oui, pour les plateformes proposant à la fois des biens et des services  Oui, surtout pour les plateformes proposant des biens

 Oui, surtout pour les plateformes proposant des services  Non

 Je ne sais pas

* Dans quelle mesure estimez-vous qu’il est nécessaire d’apporter des modifications à la directive TVA et au règlement d’exécution pour parvenir à un régime de TVA adapté à l’économie des plateformes?

 Dans une très large mesure  Dans une large mesure

 Dans une certaine mesure  Dans une mesure limitée  Pas du tout

 Je ne sais pas

Veuillez évaluer l’importance des objectifs suivants dans l’hypothèse d’une initiative de l’Union.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  | Je ne |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Très important | Important | Pas si important | Pas important | sais pas |
| **\*** Réduire les coûts pour les opérateurs économiques | **X** |  |  |  |  |
| **\*** Garantir des conditions de concurrence équitables entre l’économie traditionnelle et l’économie des plateformes (régime uniforme) | **X** |  |  |  |  |
| **\*** Garantir l’harmonisation du régime applicable à l’économie des plateformes dans tous les États membres | **X** |  |  |  |  |
| **\*** Garantir une large assiette fiscale |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Garantir le respect des obligations fiscales | **X** |  |  |  |  |
| **\*** Assurer une mise en application simple | **X** |  |  |  |  |

Dans quelle mesure êtes-vous d’accord avec la nécessité des éventuelles interventions suivantes au niveau de l’Union en ce qui concerne le régime de TVA applicable à l’économie des plateformes?

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | D’accord | Partiellement d’accord | Ni d’ accord ni pas d’ accord | Partiellement en désaccord | Pas d’ accord | Je ne sais pas |
| **\*** Clarification de la nature des services fournis par la plateforme |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Présomption réfragable concernant le statut des prestataires de services utilisant une plateforme |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Simplification des obligations de tenue de registres |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Régime de fournisseur présumé applicable aux plateformes numériques pour la prestation de certains services d’hébergement et de transport (location de résidence, transport à la demande et services de livraison à domicile) |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Régime de fournisseur présumé applicable aux plateformes numériques pour la prestation de tous les services d’hébergement et de transport |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Régime de fournisseur présumé applicable aux plateformes numériques pour tous les services effectués en échange d’une contrepartie monétaire |  |  |  |  |  | **X** |

## 15

Remarque: Dans le cadre du régime de fournisseur présumé, la plateforme serait tenue de facturer et de percevoir la TVA lorsque le prestataire est un particulier ou lorsqu’il n’est pas tenu de déclarer lui-même la TVA.

## 16

Voyez-vous des difficultés concrètes (pour les entreprises ou pour le budget public) liées aux interventions législatives suivantes au niveau de l’Union?

|  |  |
| --- | --- |
|  | Difficultés (veuillez préciser votre réponse)[Ne rien inscrire si vous ne voyez pas de difficulté ou si vous ne savez pas] |
| Clarification de la nature des services fournis par la plateforme |  |
| Présomption réfragable concernant le statut du prestataire de services utilisant uneplateforme |  |
| Simplification des obligations de tenue de registres |  |
| Rôle de fournisseur présumé pour les plateformes numériques |  |

## 17

Selon vous, quelle serait l’incidence du modèle de fournisseur présumé sur l’égalité entre le régime applicable à l’économie traditionnelle et celui applicable à l’économie des plateformes dans les cas suivants?

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Incidence positive majeure | Incidence positive modérée | Incidence faible ou nulle | Incidence négative modérée | Incidence négative majeure | Je ne sais pas |
| **\*** Prestation de certains services d’hébergement et de transport (location de résidence, transport à la demande et services de livraison à domicile) |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Prestation de tous les services d’hébergement et de transport |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Prestation de tous les services effectués en échange d’une contrepartie monétaire |  |  |  |  |  | **X** |

## 18

Souhaitez-vous formuler d’autres remarques ou suggestions concernant le régime de TVA de l’économie des plateformes?

# Partie 3 - Immatriculation unique à la TVA dans l’Union et guichet unique pour les importations

Il existe des situations dans lesquelles les entreprises effectuant certaines opérations doivent déclarer (et parfois payer) la TVA dans un autre État membre. Dans ces cas, elles doivent **s’immatriculer et déclarer la TVA dans un État membre dans lequel elles ne sont pas établies**, un processus qui peut se révéler long et fastidieux. La définition d’un lieu unique d’immatriculation à la TVA vise à éviter autant que possible de telles situations.

**Ce problème a été en partie réglé par l’introduction de deux nouveaux mécanismes le 1er juillet 2021**

. Pour les assujettis qui assurent la livraison de biens ou la prestation de services transfrontières d’ entreprise à particulier (B2C) pour lesquels la TVA est due dans l’État membre du client, le [**guichet unique**](https://ec.europa.eu/taxation_customs/modernising-vat-cross-border-e-commerce_en)permet aux fournisseurs ou prestataires de remplir une seule déclaration au titre du guichet unique pour l’ ensemble des livraisons ou des prestations qui ont eu lieu dans différents États membres. Ainsi, ces fournisseurs ou prestataires n’ont pas à s’immatriculer dans l’État membre ou les États membres de leurs clients.

L’introduction du [**guichet unique pour les importations**](https://ec.europa.eu/taxation_customs/ioss_en) a constitué une autre innovation. En résumé, les fournisseurs vendant des biens de faible valeur depuis un pays ou territoire tiers à un consommateur situé dans un État membre perçoivent, auprès de l’acquéreur, la TVA sur ces ventes de biens importés au moment de la commande et peuvent ensuite déclarer et payer cette TVA via le guichet unique pour les importations. Ainsi, le fournisseur ou fournisseur présumé n’est pas tenu, le cas échéant, de s’immatriculer à la TVA dans chaque État membre de destination des biens.

Les deux mécanismes visent ainsi à réduire les charges administratives et les coûts de mise en conformité pour les assujettis. Ils ont également pour objectif d’améliorer le respect des obligations en matière de TVA (plus facile et moins coûteux) et le fonctionnement du marché unique de l’Union (assujettis moins susceptibles de renoncer à certaines opérations ou à certains marchés en raison des obligations d’ immatriculation à la TVA). Cependant, malgré les récents changements, les assujettis doivent encore obtenir et détenir plus d’une immatriculation à la TVA pour certains types d’opérations (par exemple, lorsqu’ une entreprise effectue des transferts transfrontières de biens propres).

Les questions suivantes portent sur votre avis et vos expériences concernant le guichet unique et le guichet unique pour les importations, ainsi que les problèmes qui subsistent et plusieurs options susceptibles d’améliorer la situation à l’avenir.

Quelle importance accordez-vous / votre organisation accorde-t-elle aux objectifs suivants? [Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |  | Je ne |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Très important | Important | Pas si important | Pas important | sais pas |
| **\*** Réduire au minimum la nécessité pour les assujettis de détenir plusieurs immatriculations à la TVA | **X** |  |  |  |  |
| **\*** Simplifier et faciliter le respect des obligations en matière de TVA | **X** |  |  |  |  |
| **\*** Réduire la fraude et maximiser les recettes de TVA |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Moderniser les règles en matière de TVA liées aux obligations d’immatriculation à la TVA pour les ventes à distance de biens |  | **X** |  |  |  |

Selon vous, le lancement du **guichet unique** a-t-il permis des progrès en ce qui concerne les objectifs suivants?

[Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Progrès significatifs | Progrès modérés | Progrès mineurs | Aucun progrès | Je ne sais pas |
| **\*** Réduire au minimum la nécessité pour les assujettis de détenir plusieurs immatriculations à la TVA |  | **X** |  |  |  |
| **\*** Moderniser les règles en matière de TVA liées aux obligations d’immatriculation à la TVA pour les ventes à distance de biens |  | **X** |  |  |  |
| **\*** Simplifier et faciliter le respect des obligations en matière de TVA |  | **X** |  |  |  |
| **\*** Réduire la fraude et maximiser les recettes de TVA |  |  |  |  | **X** |

Selon vous, le lancement du **guichet unique pour les importations** a-t-il permis des progrès en ce qui concerne les objectifs suivants?

[Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Progrès significatifs | Progrès modérés | Progrès mineurs | Aucun progrès | Je ne sais pas |
| **\*** Réduire au minimum la nécessité pour les assujettis de détenir plusieurs immatriculations à la TVA |  | **X** |  |  |  |
| **\*** |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Moderniser les règles en matière de TVA liées aux obligations d’immatriculation à la TVA pour les ventes à distance de biens |  | **X** |  |  |  |
| **\*** Simplifier et faciliter le respect des obligations en matière de TVA |  | **X** |  |  |  |
| **\*** Réduire la fraude et maximiser les recettes de TVA |  |  | **X** |  |  |

Selon vous, dans quelle mesure le **guichet unique** est-il cohérent avec les politiques, les obligations et la réglementation de l’Union dans les domaines suivants?

[Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Très cohérent | Généralement cohérent | Partiellement cohérent | Pas trèscohérent | Je ne sais pas |
| **\*** Stratégie axée sur les PME pour une Europe durable |  | **X** |  |  |  |
| **\*** Marché unique numérique européen |  | **X** |  |  |  |
| **\*** Coopération administrative de l’ Union dans le domaine des impôts indirects |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Code des douanes de l’Union |  |  |  |  | **X** |

Selon vous, dans quelle mesure le **guichet unique pour les importations** est-il cohérent avec les politiques, les obligations et la réglementation de l’Union dans les domaines suivants?

[Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Très cohérent | Généralement cohérent | Partiellement cohérent | Pas trèscohérent | Je ne sais pas |
| **\*** Stratégie axée sur les PME pour une Europe durable |  |  |  |  |  |
| **\*** Marché unique numérique européen |  |  |  |  |  |
| **\*** Coopération administrative de l’ Union dans le domaine des impôts indirects |  |  |  |  |  |
| **\*** Code des douanes de l’Union |  |  |  |  |  |

* Avez-vous une expérience directe de l’un ou l’autre de ces mécanismes?

Guichet unique

 Guichet unique pour les importations  Les deux

 Aucun

Veuillez indiquer si vous êtes d’accord ou non avec les déclarations suivantes concernant le **guichet unique**. [Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | D’accord | Partiellement d’accord | Ni d’ accord ni pas d’ accord | Partiellement en désaccord | Pas d’ accord | Je ne sais pas |
| **\*** Le guichet unique a été mis en œuvre sans heurts |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Grâce au guichet unique, de nombreuses entreprises n’ont plus besoin de conserver les immatriculations à la TVA dont elles disposaient dans d’autres États membres |  | **X** |  |  |  |  |
| **\*** Le guichet unique permet aux entreprises de rechercher de nouveaux clients et/ou de nouveaux marchés |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Le guichet unique améliore le respect des obligations en matière de TVA |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Le guichet unique est particulièrement utile pour les PME | **X** |  |  |  |  |  |
| **\*** Le guichet unique est facile à utiliser |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Le guichet unique aide à réduire les incohérences dans l’application des règles en matière de TVA dans l’Union |  |  | **X** |  |  |  |

## 23

Selon vous, dans quelle mesure les facteurs suivants sont-ils importants dans la décision des entreprises d’utiliser le **guichet unique** (en gardant à l’esprit que son utilisation est facultative)?

[Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Très important | Important | Pas si important | Pas important | Je ne sais pas |
| **\*** Taille de l’entreprise |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Secteur / marché dans lequel l’entreprise exerce |  | **X** |  |  |  |
| **\*** Type d’opérations qu’elle effectue (c’est-à- dire mesure dans laquelle ces opérations sont couvertes par le guichet unique) |  | **X** |  |  |  |
| **\*** Statut de fournisseur présumé de l’ entreprise |  |  |  |  | **X** |
| **\*** État(s) membre(s) dans le(s)quel(s) l’ entreprise est déjà établie |  | **X** |  |  |  |
| **\*** État(s) membre(s) dans le(s)quel(s) l’ entreprise devrait sinon s’immatriculer à la TVA |  | **X** |  |  |  |

## 24

Veuillez indiquer si vous êtes d’accord ou non avec les déclarations suivantes concernant le **guichet unique pour les importations**. [Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | D’accord | Partiellement d’accord | Ni d’ accord ni pas d’ accord | Partiellement en désaccord | Pas d’ accord | Je ne sais pas |
| **\*** Le guichet unique pour les importations a été mis en œuvre sans heurts |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Pour les entreprises qui vendent à distance des biens importés à partir de pays tiers à des clients dans l’Union, le guichet unique pour les importations réduit les charges administratives (en supprimant la nécessité de s’immatriculer à la TVA dans les États membres des clients) |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Le guichet unique pour les importations permet aux entreprises d’effectuer plus facilement de nouvelles opérations pour lesquelles elles doivent actuellement s’ immatriculer dans d’autres États membres |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Le guichet unique pour les importations améliore le respect des obligations en matière de TVA |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Le guichet unique pour les importations simplifie l’importation d’envois de faible valeur |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Le guichet unique pour les importations est particulièrement utile pour les PME |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Le guichet unique pour les importations aide à réduire les incohérences dans l’ application des règles en matière de TVA dans l’Union |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Le guichet unique pour les importations est facile à utiliser |  |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Le guichet unique pour les importations aide à réduire les incohérences dans l’ application des règles en matière de douanes et de TVA dans l’Union |  |  |  |  |  | **X** |

Selon vous, quel a été l’effet de la suppression de l’exonération de TVA pour les biens de très faible valeur (ne dépassant pas 22 EUR)? [Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | D’accord | Partiellement d’accord | Ni d’accord ni pas d’accord | Partiellement en désaccord | Pas d’ accord | Je ne sais pas |
| **\*** Rétablir des conditions de concurrence équitables entre les entreprises de l’Union et celles de pays tiers | **X** |  |  |  |  |  |
| **\*** Réduire au minimum le risque de sous-évaluation |  | **X** |  |  |  |  |
| **\*** Empêcher la délocalisation d’entreprises en dehors de l’Union visant à faire des économies de TVA |  |  | **X** |  |  |  |
| **\*** Augmenter les recettes des États membres | **X** |  |  |  |  |  |

Selon vous, dans quelle mesure les facteurs suivants sont-ils importants dans la décision des entreprises d’ utiliser le **guichet unique pour les importations** (en gardant à l’esprit que son utilisation est facultative)? [Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Très important | Important | Pas si important | Pas important | Je ne sais pas |
| **\*** Taille de l’entreprise |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Secteur / marché dans lequel l’entreprise exerce |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Types d’opérations que l’entreprise effectue (c’est-à-dire mesure dans laquelle ces opérations sont couvertes par le guichet unique pour les importations) |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Statut de fournisseur présumé de l’ entreprise |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Siège de l’entreprise dans l’Union |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Volonté de l’entreprise de respecter les obligations qui lui incombent |  |  |  |  | **X** |
| **\*** Expérience client |  |  |  |  | **X** |

Souhaitez-vous formuler d’autres observations concernant votre expérience relative au guichet unique / guichet unique pour les importations?

Malgré l’introduction du guichet unique et du guichet unique pour les importations, les assujettis doivent encore obtenir et conserver plus d’une immatriculation à la TVA pour certains types d’opérations. Selon vous, quelle est l’importance de chacun des éléments suivants?

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 3 - Très répandu dans les entreprises et représentant une part importante du chiffre d’ affaires des entreprises concernées | 2 - Répandu seulement dans des segments de marché spécifiques et/ou touchant de nombreuses entreprises, mais représentant seulement une petite part de leur chiffre d’ affaires | 1 -Marginal tant sur le plan de la prévalence que de l’ importance du chiffre d’ affaires | Je ne sais pas |
| **\*** Transfert transfrontière de biens propres |  |  |  | **X** |
| Opérations en chaîne |  |  |  | **X** |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **\*** Opérations B2B2C, à savoir une acquisition intracommunautaire suivie d’une vente nationale au consommateur final |  |  |  | **X** |
| **\*** Livraison intérieure de biens B2B lorsque le mécanisme d’ autoliquidation ne s’applique pas |  |  |  | **X** |
| **\*** Livraisons intérieures de biens B2C effectuées par des fournisseurs non établis, par exemple, la vente aux consommateurs après le transfert transfrontière des biens pour leur stockage dans des centres de traitement des commandes ou la recharge des véhicules électriques |  |  |  | **X** |
| **\*** Ventes à distance B2C de biens d’ une valeur intrinsèque dépassant 150 EUR importés par le fournisseur depuis un pays / territoire tiers ou de produits soumis à accise |  |  |  | **X** |
| **\*** Exportation à partir d’un État membre dans lequel l’exportateur n’ est pas établi, autre que l’ exportation de marchandises en transit |  |  |  | **X** |
| **\*** Prestation intérieure de services B2B lorsque le mécanisme d’ autoliquidation ne s’applique pas |  |  |  | **X** |

Compte tenu de votre expérience du guichet unique et du guichet unique pour les importations, dans quelle mesure estimez-vous que l’obligation pour les assujettis d’obtenir et de conserver plus d’une immatriculation à la TVA demeure un problème?

 Dans une très large mesure  Dans une large mesure

 Dans une certaine mesure  Dans une mesure limitée  Pas du tout

 Je ne sais pas

Dans quelle mesure estimez-vous qu’il est prioritaire que la Commission européenne prenne des mesures s upplémentaires visant à réduire la nécessité pour les assujettis de détenir plusieurs immatriculations à la TVA?

 Priorité élevée Priorité moyenne

 Priorité basse Je ne sais pas

Veuillez indiquer si vous êtes d’accord ou non avec les déclarations suivantes concernant la situation actuelle. [Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | D’accord | Partiellement d’accord | Ni d’ accord ni pas d’ accord | Partiellement en désaccord | Pas d’ accord | Je ne sais pas |
| **\*** Les obligations en matière d’immatriculation à la TVA entraînent des coûts administratifs et de mise en conformité élevés pour les entreprises | **X** |  |  |  |  |  |
| **\*** Les obligations en matière d’immatriculation à la TVA, difficiles à respecter pour les assujettis, contribuent aux niveaux élevés de fraude et de non- conformité |  | **X** |  |  |  |  |
| **\*** De nombreux assujettis renoncent à certains marchés ou à certaines opérations car ils ne veulent pas s’immatriculer à la TVA dans plusieurs États membres |  |  | **X** |  |  |  |

La Commission européenne étudie actuellement certaines options visant à réduire encore le nombre de situations dans lesquelles les entreprises non établies doivent s’immatriculer à la TVA. Veuillez indiquer si vous êtes d’accord ou non avec les options suivantes.

[Une réponse par ligne]

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | D’accord | Partiellement d’accord | Ni d’ accord ni pas d’ accord | Partiellement en désaccord | Pas d’ accord | Je ne sais pas |
| **\*** Extension du guichet unique afin qu’il couvre toutes les livraisons de biens et prestations de services B2C effectuées par des fournisseurs non établis |  | **X** |  |  |  |  |
| **\*** Extension du guichet unique pour permettre les livraisons et acquisitions intracommunautaires de biens, évitant ainsi l’immatriculation à la TVA lors du transfert transfrontière de biens propres | **X** |  |  |  |  |  |
| **\*** Extension du guichet unique aux livraisons de biens et prestations de services B2B, sans modifier le mécanisme actuel de remboursement de la TVA pour la TVA en amont déductible payée en dehors de l’État membre dans lequel est établi un assujetti |  | **X** |  |  |  |  |
| **\*** Extension du guichet unique aux livraisons de biens et prestations de services B2B et introduction d’un mécanisme de déduction dans le guichet unique |  |  | **X** |  |  |  |
| **\*** Mécanisme d’autoliquidation\* applicable à toutes les livraisons et prestations B2B effectuées par des fournisseurs et prestataires non établis |  |  |  |  | **X** |  |
| **\*** Suppression du seuil de 150 EUR pour le guichet unique pour les importations, afin qu’il puisse être utilisé pour déclarer la TVA sur les ventes à distance de biens, peu importe la valeur de ces derniers | **X** |  |  |  |  |  |
| **\*** Recours obligatoire au guichet unique pour les importations pour toutes les ventes à distance de biens importés | **X** |  |  |  |  |  |
| **\*** Recours obligatoire au guichet unique pour les importations pour toutes les ventes à distance de biens importés dans les cas où le chiffre d’affaires dans l’ Union dépasse un certain seuil (par exemple, 10 000 EUR) |  | **X** |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **\*** Recours obligatoire au guichet unique pour les importations uniquement pour les plateformes multifaces (fournisseur présumé) |  |  |  |  |  | **X** |

\* Le mécanisme d’autoliquidation consiste à transférer la responsabilité de l’application de la TVA à une opération du fournisseur / prestataire à l’acheteur d’un bien ou d’un service. L’obligation pour le fournisseur

/ prestataire de s’immatriculer à la TVA dans l’État membre où la livraison / prestation est effectuée est ainsi supprimée. Les prestataires / fournisseurs qui s’acquittent de la TVA locale sur les coûts liés aux services fournis ou aux biens livrés dans le cadre du mécanisme d’autoliquidation peuvent récupérer ces montants en introduisant une demande de récupération de la TVA.

Avez-vous des suggestions pour rendre le guichet unique pour les importations plus étanche à la fraude?

Souhaitez-vous formuler d’autres remarques ou suggestions concernant le lieu unique d’immatriculation à la TVA ou le guichet unique pour les importations?

# Avis complémentaires (facultatif)

Veuillez télécharger votre/vos fichier(s).

[Vous pouvez charger un document complémentaire concernant le sujet de cette consultation. Tous les documents complémentaires fournis seront publiés sur le site web de la Commission.]

**Contact**

Cristian.LARGEANU@ec.europa.eu

## 33